



VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 19 SEPTEMBRE 1967 — N° 88

0,50 F.

De la façon
de faire payer
les salariés :

Quand le Gouvernement propose « d'étendre la Sécurité Sociale »

LES ordonnances de ce mois d'août concernant la Sécurité Sociale nous ont donné les grandes lignes de la réforme administrative et financière du gouvernement gaulliste. Si les décrets n'en ont pas encore précisé la mise en application, ces ordonnances nous ont déjà fixé sur les intentions du gouvernement.

Une première ordonnance divise l'organisation de la Sécurité Sociale — pour le régime général qui intéresse la majorité des salariés — en trois Caisses nationales avec des ressources déterminées pour chacune d'entre elles.

« Chacune de ces Caisses devra équilibrer ses dépenses et ses recettes en prenant toutes mesures appropriées sous le contrôle de l'Etat ».

C'est pourquoi le gouvernement prévoit particulièrement de quelle

façon il interviendra dans le cas de ce qu'il appelle un « risque coûteux » : le risque maladie.

La Caisse nationale maladie est chargée par cette ordonnance « d'assurer l'équilibre financier de la gestion des assurances maladie, maternité, invalidité, décès. » Si elle se trouve en déficit l'article 17 prévoit qu'elle aura la possibilité :

— soit de le combler par le fonds de réserve (!)
ou à défaut (il semble qu'il y aura pas mal de « à défaut »)

— soit augmenter les cotisations
— soit modifier le taux des prestations.

L'augmentation des cotisations nécessitera l'autorisation du ministre des Finances et sera décidée par décret (parce que cela touche aussi le patronat) tandis que la modification des prestations, c'est-à-dire leur diminution, sera décidée simplement par le Conseil d'administration de la Caisse nationale.

On voit que la façon la plus simple pour un Conseil d'administration de diminuer un déficit sera de diminuer les prestations. Mais l'ordonnance envisage le cas où ce conseil d'administration serait embarrassé par la responsabilité de telles mesures et elle prévoit dans l'art. 18 :

(Suite page 4)

Le même homme, la même politique de Québec à Varsovie

LES remous suscités par le « Vive le Québec libre ! » du général sont à peine apaisés que déjà, après la population du Canada francophone, un autre peuple d'un autre continent entend sa « personnalité nationale » proclamée et glorifiée par le chef de l'Etat français.

Certes, le « Vive la Pologne libre ! » n'a pas été prononcé, mais, sous-entendu, il constitua la toile de fond de tous les discours, de toutes les déclarations de De Gaulle pendant son séjour polonais.

Dès son premier discours, et en quelque sorte pour donner le ton, De Gaulle insista sur la nécessité — pour la Pologne comme pour la France — « de sauvegarder et de développer leur substance, leur influence et leur puissance nationales, quel que puisse être le poids des colosses de l'univers ».

Les autres déclarations sont à l'avenant. En sauvegardant (ou sans doute en retrouvant) sa substance nationale, la France, elle, a su se libérer de l'emprise de « quelque énorme appareil étranger ». Il est du devoir et de l'intérêt de la Pologne d'en faire autant. Il y va de l'avenir, non seulement de la France et de la Pologne, mais aussi de l'ensemble des pays d'Europe, invités implicitement à s'engager sur la même voie.

Comme au Québec récemment, et comme en bien d'autres occasions par le passé, De Gaulle vient d'illustrer à Varsovie cette conception des relations entre pays qui est la sienne, et qui est, en fait, celle de la majorité de la bourgeoisie française.

Une partie de la presse, tant française qu'internationale, n'a certes pas hésité à expliquer l'inconvenante exclamation québécoise du chef d'Etat par son âge avancé. Cette persévérance dans l'exaltation de la

« substance nationale », confirmée par les discours en Pologne est-elle alors de la même nature ?

Le nationalisme poussiéreux dont De Gaulle se veut le chantre aux quatre coins du monde est-il celui d'un vieillard aux idées, aux mœurs formées par une autre époque ? Certes, oui, les idées politiques comme la conception que De Gaulle se fait du rôle de la France viennent d'un autre âge. Seulement cette sénilité d'idées n'est pas le fait d'un homme mais d'une classe. De Gaulle n'est pas un mémorialiste politique d'âge avancé qui, en radotant, projette sur le présent les conceptions politiques surannées de sa jeunesse. Il est le chef d'Etat, ses idées ne sont pas seulement les siennes, elles incarnent celles de la classe au nom de laquelle il gouverne.

La France, puissance impérialiste de second ordre, n'a pas, n'a plus, la place de premier violon dans le concert impérialiste. Mais à défaut de pouvoir donner le ton, elle a encore la prétention de ne pas accepter celui donné par un autre, les Etats-Unis, en l'occurrence.

L'exaltation intempestive de la « substance nationale » et des frontières nationales n'est pas habituellement le fait d'impérialismes puissants. Il n'y a pas de pays plus par-

tisan de « supranationalisme » que les Etats-Unis. Et ceci parce que sa puissance n'a pas besoin de la protection constante de ses propres frontières, au contraire, elle se heurte aux frontières des autres pays.

(Suite page 5)

LE BUDGET 1968 : L'art de reprendre — avec intérêt — les 100 F. que l'on nous laisse aujourd'hui

EN annonçant, en même temps qu'il présentait son projet de budget pour 1968, une réduction de 100 F pour tous les contribuables dont l'impôt sur le revenu est inférieur ou égal à 1.000 F, le gouvernement a conçu là, sans aucun doute, une bonne opération publicitaire. La mesure toucherait 5 millions et demi de contribuables, soit 60 % de ceux qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu. Elle exonérerait même totalement de cet impôt environ 1.300.000 d'entre eux. Il s'agit évidemment des salariés les plus modestes, d'autant plus sensibles à ce geste, espère probablement le gouvernement, qu'ils vont recevoir ces jours-ci notification d'avoir à verser leurs impôts.

Pour un bourgeois, 100 F ne sont qu'une aumône. Pour tous ceux que cette réduction concerne c'est quelque chose d'important dans leur budget d'octobre ou de novembre. Au-delà, les autres questions agitées autour de ce budget semblent du domaine réservé aux techniciens. « Orthodoxie financière » ou « budget expansionniste » est-ce que cela concerne ceux pour qui 100 F de plus ou de moins font une fin de mois normale ou catastrophique.

Pourtant ce qu'ont préparé, à travers ces discussions, les spécialistes qui entourent M. Debré, c'est justement la manière de reprendre d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre. De manière moins voyante et plus délicate certes, mais aussi avec usure.

Les services du ministre

des Finances estiment que la remise totale consentie sur l'impôt sur le revenu se monte à 400 ou 500 millions. Or, dans le projet de budget, deux nouveaux impôts ont été institués : une « taxe à l'essieu » sur les transports routiers dont la recette attendue est de 160 millions et une taxe supplémentaire sur l'essence (1 ou 2 centimes le litre) qui devrait rapporter 320 millions supplémentaires, c'est-à-dire au total 500 millions.

Certes, il s'agit d'impôts indirects mais c'est justement pour cela que la plus grosse part en sera supportée par les travailleurs, soit directement quand ils iront acheter leur essence, soit indirectement à travers la hausse sur les prix que ces taxes ne manqueront pas d'amener,

(Suite page 4)

VIETNAM :

UNE VESTE POUR LES MILITAIRES

POUR que la liste des généraux Thieu et Ky emporte la victoire aux élections présidentielles du Sud-Vietnam, il a bien fallu aux fantoches de Saïgon utiliser toutes les forces de répression dont ils disposaient : non contents d'interdire les candidatures peu sûres, ils ont également interdit la parution de journaux, entravé la campagne électorale des autres candidats, arrêté des suspects, etc.

Malgré cela, avant même les élections, on parlait ouvertement au Sud-Vietnam des divers types de fraude électorale qui seraient employés. Et pour assurer le déroulement « normal » des élections, Saïgon fut complètement cerné ce jour-là par 12 bataillons gouvernementaux et une division américaine, tandis que les avions mitrailleurs et les hélicoptères US survolaient continuellement la ville, tandis qu'à la campagne les paysans étaient soumis étroitement au contrôle des autorités locales.

Eh bien, malgré ce mons-

trueux déploiement militaire, malgré les fraudes dont on peut être assuré qu'elles ont été nombreuses, les généraux n'ont obtenu que 35 % des voix, et au lendemain de leur élection, ils inauguraient le nouveau gouvernement « démocratique » en interdisant une conférence de presse du trop gênant candidat civil Dzu et en annonçant leur intention de faire arrêter à Saïgon quelque quatre à cinq mille « terroristes » !

On peut expliquer de plusieurs façons le faible succès remporté par les candidats

favoris de Washington. Ce qui est certain, c'est que pour la première fois depuis bien longtemps, la population Sud-Vietnamienne était appelée à intervenir dans la vie politique. Pour la première fois, on lui demandait son avis, du moins on faisait semblant.

Pourtant même ce simulacre de consultation a été suffisant pour que se multiplient les démonstrations de haine à l'égard du gouvernement et de l'armée US. Et les barbelés ni les mitrailleuses n'ont empêché que le terrorisme redouble pendant la campagne électorale et au lendemain des élections, prouvant ainsi que l'opinion véritable des Vietnamiens ne se trouvait pas au fond des urnes du général Thieu.

(Suite page 2)

MAC-NAMARA : COLOMBE OU FAUCON ?

Il y a près d'un mois, le Pentagone publiait une déclaration — qui fit quelque bruit — de M. Mac Namara, dans laquelle le secrétaire d'Etat américain à la « défense » disait : « A moins de raser toutes les villes du Nord-Vietnam, et d'anéantir sa population, nous ne pouvons en aucun cas l'emporter. »

Les optimistes, ou plutôt les champions de la « gauche atlantique » que la politique des U.S.A. en Extrême-Orient gêne quelque peu, prirent alors leurs désirs pour une réalité, et « L'Express » du 28 août s'empressait d'écrire : « M. Mac Namara s'est désolidarisé spectaculairement des chefs du Pentagone : il est hostile aux bombardements du Vietnam-Nord... C'est l'événement le plus grave qui ait affecté la politique américaine depuis le début de la guerre du Vietnam. »

Plusieurs semaines ont passé depuis ces propos optimistes. M. Mac Namara est toujours secrétaire d'Etat à la défense, et c'est toujours sous son ministère que les bombardiers américains décollent chaque jour pour de nouvelles missions contre le Nord. La guerre continue, et pour y mettre fin, le gouvernement américain ne semble pas prêt à la moindre concession.

Mais si on peut accuser M. Mac Namara de bien des choses, et de bien des crimes, on ne peut l'accuser de duplicité, car la politique qu'il continue à mener aujourd'hui n'est nullement en contradiction avec sa déclaration d'hier.

La seule chose qu'il ait affirmé, c'est que les Etats-Unis ne pouvaient l'emporter. Et il est sans doute sincère, et convaincu, car depuis des années qu'il préside à la guerre impitoyable que l'armée du plus puissant des Etats impérialistes, que l'armée la mieux équipée du monde, livre à un petit peuple dont la seule arme est la résolution inébranlable qui l'anime depuis vingt ans, il est mieux placé que quiconque pour savoir que tout espoir d'une victoire militaire définitive était vain.

L'impérialisme français, avant les U.S.A., a fait l'expérience de guerres coloniales, et si il a dû accorder leur indépendance à la plupart de ses anciennes colonies, c'est parce que ses dirigeants ont appris, au Vietnam justement tout d'abord, en Algérie ensuite, que quand un peuple se dressait tout entier pour combattre pour sa liberté, il était invincible.

Ce que les Etats-Unis peuvent espérer au Vietnam, c'est seulement, comme la France en Algérie de 1954 à 1962, se maintenir. Mais rien de plus.

Cela, les dirigeants américains, et Mac Namara, en sont conscients, et c'est le sens qu'il faut accorder à la déclaration de ce dernier.

Mais cela ne signifie pas pour autant que l'armée américaine va évacuer le Vietnam. Elle s'installe au contraire chaque jour davantage dans cette guerre sans issue, à preuve ce « mur Mac Namara » qu'elle essaie de mettre en place. En fait, les dirigeants américains se préparent de plus en plus ouvertement à une troisième guerre mondiale, et dans ces conditions, il n'est pas question pour eux d'évacuer le Vietnam, future tête de pont sur l'Asie.

D'autres faits montrent d'ailleurs que les Etats-Unis se préparent à la guerre, non pas certes comme si elle était imminente, mais malgré tout comme quelque chose de probable dans un avenir qui n'est pas très éloigné.

Chaque jour l'industrie de guerre prend plus d'importance aux U.S.A. En deux ans la

main-d'œuvre affectée à des tâches intéressant la « défense nationale » est passé de 3,9 à 5,2 % de la main-d'œuvre américaine totale.

Et si on invoque volontiers le « danger chinois » pour justifier la ceinture de missiles antimissiles que le gouvernement américain vient de décider de mettre en place, il est évident que la guerre qui vient, celle à laquelle l'impérialisme américain se prépare, sera avant tout une guerre contre l'U.R.S.S.

Les propos de Mac Namara sur l'impossibilité de remporter une victoire militaire au Vietnam, sont donc rien moins que rassurants, car ils signifient que l'impérialisme américain se prépare à livrer éventuellement la guerre à une autre échelle, à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi il ne peut y avoir d'autre lutte pour « la paix au Vietnam » qu'une lutte générale contre l'impérialisme.

La semaine dernière, à San Francisco, un jeune soldat noir américain expliquait son refus de servir au Vietnam en ces termes :

« Mon combat se trouve chez moi, dans les ghettos de Philadelphie où je suis né et où j'ai grandi. »

Et il est vrai que seule l'action révolutionnaire des prolétaires de tous les pays, dans tous les ghettos industriels du monde pourra épargner à l'humanité la troisième guerre mondiale vers laquelle l'entraîne l'impérialisme.

C. JUNG.

Le programme du F. N. L. représente-t-il les aspirations des combattants vietnamiens ?

ALORS que se préparait au Sud-Vietnam la sinistre farce des élections, à Hanoi était largement diffusé le nouveau programme politique du Front National de libération du Sud-Vietnam. Ce programme, adopté au cours d'un Congrès extraordinaire tenu dans une région libérée du pays est d'une importance sans commune mesure avec ceux des « candidats » qui avaient été autorisés à faire campagne : ce programme est celui de l'organisation qui, depuis fin 1960 mène le combat contre l'impérialisme américain, celui de l'organisation qui jouit du soutien illimité de l'immense majorité de la population.

Que propose comme avenir aux masses opprimées du Vietnam le Front derrière lequel elles se battent courageusement depuis tant d'années ?

Ce programme n'innove pas par rapport au manifeste en 10 points, plate-forme constitutive du Front, adopté le 20 décembre 1960.

Le but du F.N.L. est d'édifier un Vietnam du Sud indépendant, démocratique, pacifique, neutre et prospère ; de « rétablir les relations normales entre les deux zones Nord et Sud du Vietnam et s'acheminer vers la réunification pacifique de la patrie ».

Pour la population vietnamienne qui lutte sans interruption depuis des décennies pour ne plus souffrir de domination étrangère qu'elle soit française ou U.S., l'indépendance est la première des revendications. Ne plus avoir sur son sol de troupes étrangères envoyées pour leur dicter leur avenir, pouvoir décider librement de leur sort, oui, tous les Vietnamiens y aspirent ! La réunification du Vietnam de même.

La démocratie aussi, après les années d'administration coloniale, de gouvernements fantoches civils ou militaires à la solde de l'impérialisme, fait partie des aspirations de tout le peuple vietnamien. Mais quelle est la démocratie que veut établir le Front :

« ... Procéder à des élections libres pour élire, au scrutin universel, direct et secret, une Assemblée nationale réellement démocratique. Celle-ci désignera enfin un gouvernement d'union nationale comprenant des représentants des diverses couches sociales, nationales, communautés religieuses, par-

tis démocratiques et patriotiques, etc. »

Ce n'est pas la démocratie des pauvres et des opprimés, la démocratie où ils s'exprimeraient directement par leurs conseils élus et révocables, mais une démocratie « à l'occidentale ». Sous ce régime, les opprimés n'auraient pas le contrôle de l'Etat, ne seraient pas au pouvoir, et pourtant la combativité des masses exploitées qui forment les troupes du Front, leur héroïsme, leur courage et leur initiative, montrent qu'elles sont capables de diriger par elles-mêmes leur propre avenir.

Dans le domaine économique, le programme du F.N.L. déclare :

« En vue d'édifier une économie nationale indépendante et capable d'assurer les besoins du pays, le F.N.L. a décidé de prendre les mesures suivantes : confiscation des biens américains et des biens des agents des Etats-Unis ; protection du droit des citoyens à la propriété des biens de production et autres, conformément aux lois de l'Etat ; encouragement des propriétaires des entreprises industrielles en vue d'assurer le développement de l'industrie au profit de la nation ; application d'une politique douanière tendant à encourager et à protéger la production nationale, etc. »

Le Premier Congrès du Front, en février-mars 1962, annonçait :

« Le Congrès réaffirme la politique du F.N.L. reconnaissant le droit de propriété foncière en faveur de tous les propriétaires terriens qui ne se conduisent pas actuellement en agents sanguinaires de l'impérialisme américain, ou en hommes à sa dévotion, tout en exigeant d'eux le

» respect de la politique actuelle » du Front (réduction des rentes » et garantie aux fermiers des main- » tien des superficies affermées). » ... le F.N.L. est prêt à admettre » dans ses rangs les propriétaires » terriens patriotes. »

Les paysans du Sud-Vietnam se battent-ils pour que leur exploitation se perpétue ? Se battent-ils pour que subsistent des propriétaires terriens ? La population laborieuse veut-elle continuer à avoir des patrons leur donnant des salaires de misère au nom du développement de l'économie nationale ? Les exploités sont-ils plus humains, plus compréhensifs, cessent-ils d'être patrons parce qu'ils sont « patriotes » ?

Il est douteux que les opprimés du Sud-Vietnam se battent pour laisser après leur victoire des capitalistes nationaux tenter leur chance, essayer de développer un marché — à l'abri de frontières nationales protectionnistes —. Pourtant c'est l'objectif du F.N.L., tout comme c'était celui du F.L.N. en Algérie. Et tous les opprimés qui luttèrent au sein du F.L.N. en espérant que l'Algérie indépendante serait socialiste, se retrouvèrent dans un Etat indépendant, soit, mais bourgeois et pas même démocratique.

Les apologistes du F.N.L. justifient sa politique par le fait que dans le combat contre l'impérialisme américain il faut l'union la plus grande de toutes les couches sociales, même bourgeoises, afin d'opposer une résistance plus grande, plus efficace, à l'impérialisme le plus puissant du monde.

Mais les bourgeois patriotes combattent-ils eux ? Ils n'accourront qu'au moment où la victoire sera proche. Le F.N.L. l'a prévu et lors de son 1^{er} Congrès sur un Comité Central de 52 membres :

« ... Le Congrès a décidé de » n'élire que 31 membres au Co- » mité Central officiel, les 21 autres » devront être désignés ultérieure- » ment par ce dernier. Le Congrès » a constaté, en effet, qu'il existe » pour le moment un certain nom- » bre d'organisations, de partis, de » groupements politiques et de per- » sonnes de bonne volonté résidant » dans le pays ou à l'étranger, qui, » pour une raison ou pour une » autre, n'ont pas encore réuni les » conditions favorables pour con- » tacter le Front et participer à la » présente réunion. Il tiendra en » très haute estime leur présence » dans l'avenir et c'est pourquoi il » a décidé de laisser 21 sièges va- » cants... »

(Cité par Nguyen KIEN « Le Sud-Vietnam depuis Dien-Bien-Phu ».)

Les opprimés vietnamiens n'ont pas à tabler sur une prise de conscience de la bourgeoisie nationale pour vaincre. Pour vaincre, ils ont d'autres alliés, les opprimés du monde entier, et s'il est fait une vague allusion à eux dans le programme du F.N.L., ce n'est qu'une formule sans contenu. Pour le F.N.L., organisation bourgeoise à qui les travailleurs et les paysans pauvres du Vietnam font confiance, il ne peut être question de faire appel au prolétariat mondial. Pourtant seul ce dernier a la puissance de balayer l'impérialisme de la surface du globe. Alors seulement la population vietnamienne pourrait échapper définitivement à l'oppression, à la misère et au sous-développement et participer à la construction d'une société nouvelle sans exploités ni opprimés. C'est ce que les combattants vietnamiens devront apprendre au cours de la lutte courageuse qu'ils mènent. Et c'est ce que nous pouvons leur souhaiter de meilleur, car leurs sacrifices méritent un autre avenir que celui que le F.N.L. leur réserve.

Sylvie GRENET.

VIETNAM :

UNE VESTE POUR LES MILITAIRES

(Suite de la page 1)

Qui plus est, les électeurs — ceux du moins à qui on avait accordé une carte — n'avaient le choix qu'entre 11 listes de candidats tous partisans de la poursuite de la guerre et contre la reconnaissance du FNL. Mais on a pu voir que les candidatures des civils ont remporté au total plus de voix que celles des militaires, principalement dans les villes, c'est-à-dire là où les élections n'ont pu être complètement truquées. Parmi ces candidatures civiles, il y avait en effet l'avocat bouddhiste Trong Dinh Dzu, le seul candidat qui ait osé prononcer le mot paix et dire qu'on ne pouvait pas ignorer le FNL. Il a recueilli 17 % des suffrages.

Certes, voilà bien peu, mais lorsqu'on est obligé d'aller voter, le fusil dans le dos, et que par chance on peut choisir entre les pantins de la farce électorale, autant voter pour celui qui semble un peu en opposition avec le gouvernement fantoche.

Il y a deux ans, les forces de répression, moins nombreuses il est vrai, étaient incapables d'étouffer le scandale que provoquaient les suicides de bonzes. Aujourd'hui on ne peut baillonner 5 millions d'électeurs, et si les urnes furent bourrées de bulletins des candidats officiels, il a quand même bien fallu donner un soupçon de vraisemblance à cette mascarade en laissant un pourcentage de voix à tous les candidats.

Les 700.000 hommes de l'armée gouvernementale du Sud-Vietnam qui furent mobilisés le jour des élections, les 500.000 soldats US qui tentèrent de faire « régner l'ordre » n'empêchent pas que la résistance à l'impérialisme US, à chaque instant, même de la façon la plus infime, démente n'importe quelle consultation populaire organisée par les Américains.

Les remous qui agitent à l'heure actuelle les étudiants et les bouddhistes sont la

suite logique du résultat de ces élections.

Le Sud-Vietnam n'a pas pu s'exprimer au cours de ces élections. C'est dans la rue, par les manifestations et les émeutes qu'il s'exprime aujourd'hui et qu'il s'exprimera demain de plus en plus. Le peuple vietnamien veut la paix, et la paix c'est le départ des Américains et la fin du régime des généraux. Même l'ex-candidat civil, Dzu, se prononce aujourd'hui pour le départ des Américains.

De plus en plus, la fable selon laquelle les Américains défendraient le Sud-Vietnam contre le Nord fait long feu. De plus en plus ils auront à mener la guerre non seulement contre le Nord et le Vietcong mais contre toutes les forces politiques et sociales ayant une base populaire au Sud-Vietnam, des paysans aux ouvriers, des étudiants aux bouddhistes.

L. TOURFAN.

Déclaration Israëlo - Arabe

Nous publions ici la seconde déclaration commune des Internationalistes israéliens et palestiniens sur la guerre israélo-arabe.

Ces camarades dénoncent clairement l'attitude pro-impérialiste du gouvernement d'Israël, en mettant en évidence l'incapacité des dirigeants arabes à mener une lutte anti-impérialiste conséquente.

Et nous faisons nôtre l'appréciation de ces camarades lorsqu'ils affirment :

« Ce round de la lutte anti-impérialiste peut être résumé en disant que tandis que le peuple israélien s'était aligné derrière une mauvaise direction du mauvais côté de la barricade, les Arabes s'étaient alignés derrière une mauvaise direction du bon côté de la barricade ».

Nous, le Front Palestinien Démocratique et l'Organisation socialiste israélienne, avons publié notre première déclaration commune sur la crise du Moyen-Orient le 3 juin, avant l'attaque israélienne (le texte complet a été publié dans le « Times » du 8 juin). Nous y avons donné notre position internationaliste en ce qui concerne l'histoire, la situation avant la guerre et devant la guerre imminente. Maintenant nous réaffirmons notre première déclaration et la faisons suivre d'une seconde donnant notre position sur la situation créée par cette guerre.

Le phénomène politique prédominant de notre époque est la lutte des peuples des continents sous-développés — Asie, Afrique et Amérique Latine pour se libérer de la domination politique et économique des puissances impérialistes industrielles. Tous les autres phénomènes politiques sont jugés d'abord selon leur rapport avec ce conflit mondial. Dans ce contexte il n'y a guère de doute que la récente guerre au Moyen-Orient et ses suites n'ait servi les intérêts de l'impérialisme dans cette région et dans le monde entier. Les conséquences de l'attaque israélienne peuvent-elles être isolées de l'écrasement de la lutte anti-impérialiste en Indonésie ou de l'intervention des Etats-Unis au Vietnam ? Il est évident, par exemple, d'une récente déclaration du Général de Gaulle que même les impérialistes pensent qu'elles ne le peuvent pas.

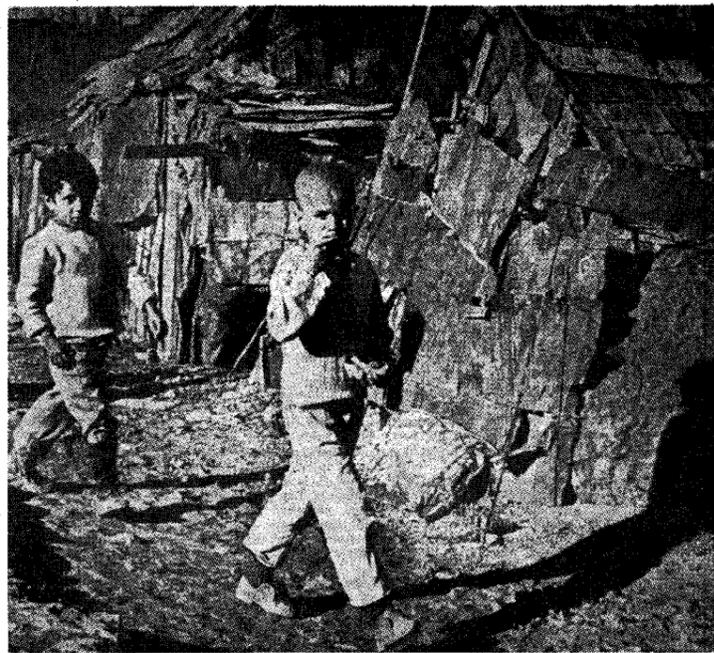
Dans les derniers mois précédant cette guerre la politique anti-impérialiste du gouvernement syrien entraînait de plus en plus en conflit avec les monopoles pétroliers au Moyen-Orient. Cet arrière-plan politique permettait à Israël de lancer une attaque aérienne sur la Syrie le 7 avril, et menaçait la Syrie d'une invasion militaire. Nasser, qui dirige avec opportunisme les intérêts et sentiments des masses arabes dans le canal nationaliste s'est trouvé, sous la pression des circonstances obligé de soutenir le régime syrien contre cette menace. De plus, les monopoles pétroliers américains en Arabie Saoudite, de peur que les anti-impérialistes du Yémen et d'Aden gagnent leur conflit et mettent en danger leurs intérêts, firent de leur mieux pour jouer l'un contre l'autre l'Égypte et Israël de façon à affaiblir l'appui de Nasser aux anti-impérialistes d'Arabie du Sud. Nasser, étant nationaliste et opportuniste, n'a pas hésité dans ces circonstances à signer un pacte avec Hussein, le pantin bien connu de l'impérialisme, sans prendre en considération les contradictions entre les deux régimes et leurs objectifs. Pire encore, il en vint à une propagande raciste contre la population israélienne. Nous, en tant qu'internationalistes, nous appuyons entièrement la lutte des masses arabes pour une libération

politique, économique, et sociale contre la récente agression ou toute autre. Cela ne signifie pas que nous appuyons les leaders nationalistes qui prétendent mener cette lutte. Nous tenons à rappeler ceux qui ont donné un appui inconditionnel à des leaders nationalistes tels que par exemple Chang Kai Tchek, Ataturk, Soekarno. La lutte pour une libération politique et sociale réelle ne peut être gagnée que sous une direction internationaliste.

Après la première Guerre Mondiale, Sheriff Hussein et ses fils Fayçal et Abdallah (le grand-père de Hussein et son prédécesseur sur le trône) avaient promis aux masses arabes qu'elles pourraient obtenir leur indépendance en servant l'impérialisme britannique. Entre les deux guerres mondiales Haj Emin-El-Husseini, Fawzi el-Kaukji et autres (et durant la deuxième Guerre Mondiale Rashid Ali el-Kailani, le général Aziz el-Masri et d'autres) avaient cherché à le faire en servant les intérêts du nazisme et du fascisme italien (quelques chefs nationalistes avaient même nommé Mussolini « Saif el Islam » (L'épée de l'Islam). Maintenant on nous demande de croire que les nationalistes — nassériens, baasistes et la gauche nationaliste qu'ils traînent

à leur remorque — vont mener cette lutte à ses fins et même amener la révolution socialiste. La récente alliance « all arab » du « progressiste » el Attasi, de l'anti-impérialiste Nasser, du pro-impérialiste Hussein et du raciste Choukeiry, s'intègre dans cette ligne de faillite bien trop claire.

En ce qui concerne la direction sioniste d'Israël, nous avons déjà signalé dans notre première déclaration que l'alliance entre le sionisme politique et l'impérialisme ottoman d'abord, anglais ensuite et maintenant américain n'était pas accidentelle. Le sionisme politique, du fait de son histoire colonisatrice et de sa politique ségrégationniste de principe à l'égard des arabes de Palestine, avait un intérêt vital à préserver l'influence impérialiste au Moyen-Orient et a agi comme une partie intégrante du système de la puissance impérialiste. Le sionisme politique s'est toujours dressé contre la lutte des populations indigènes de Palestine pour se libérer de la domination étrangère. Le pacte de Weizmann avec Faïçal (1921), le pacte secret de Ben Gourion avec Abdallah (1949), sa participation à l'agression de Suez et l'attaque récente sont seulement des éléments d'une seule et même politique qui dans l'affaire récente — du fait de la propagande raciste des radios du Caire, Damas, Amman a été déguisée en politique de défense. Tandis que la propagande conduisait la population israélienne à croire qu'elle luttait pour sa survie, les leaders sionistes d'Israël en ont profité pour réaliser leur vieux rêve d'expansion territoriale. La politique d'annexion de nouveaux territoires — en particulier la vieille Jérusalem — n'est pas nouvelle. Elle a toujours figuré dans les buts sionistes et on pouvait s'attendre à les voir resurgir à la première occasion. Cette occasion leur a été donnée par le nationalisme arabe.



Un aspect d'un camp de réfugiés palestiniens au Liban.

Ce round de la lutte anti-impérialiste peut être résumé en disant que tandis que le peuple israélien s'était aligné derrière une mauvaise direction du mauvais côté de la barricade, les arabes s'étaient alignés derrière une mauvaise direction du bon côté de la barricade.

Les internationalistes à l'intérieur d'Israël doivent expliquer inlassablement que, aussi longtemps que l'Etat s'alignera sur le système impérialiste, il ne pourra y avoir de paix ni de normalisation des relations avec le monde arabe. Les masses arabes pourront éventuellement effacer tout dirigeant et toute politique — arabe ou autre — soutenant l'impérialisme. De plus, aussi longtemps qu'Israël continuera sa politique sioniste ségrégationniste contre les arabes, toute parole de paix sera hypocritique ou au mieux, de l'auto-illusion. Il ne peut y avoir de normalisation des relations avec une politique ségrégationniste et pro-impérialiste. Une « paix » imposée ou une « pax Americana » avec Hussein n'est pas un remède à ce conflit. Bien-

tôt le recul temporaire de la lutte anti-impérialiste amené par cette guerre aura vécu et la lutte reprendra avec un nouvel élan et sous une direction meilleure. Il ne peut y avoir de coexistence entre l'impérialisme et le mouvement anti-impérialiste ; il est même douteux qu'il puisse y avoir un répit. La politique sioniste et pro-impérialiste des dirigeants d'Israël ne s'oppose pas seulement à tel ou tel leader arabe mais à la population tout entière du monde arabe. Cet antagonisme fondamental ne peut être dépassé par des victoires militaires.

Les internationalistes à l'intérieur du monde arabe doivent inlassablement expliquer qu'on ne peut pas compter sur les dirigeants nationalistes pour lutter résolument contre l'impérialisme, que ceux-ci ont toujours tenté de trouver un compromis ou d'avoir recours à une politique opportuniste, comme l'a montré le pacte Nasser-Hussein, qu'en ayant recours à une propagande raciste cette direction commet un crime contre la lutte anti-impérialiste, qu'en empruntant la morale et l'idéologie impérialiste pour atteindre ses buts elle les mène à l'échec et les avilit. Les appels de Choukeiry à la radio du Caire à tuer tous les juifs, femmes et enfants compris, ne sont pas un « défaut mineur » qui pourrait maintenant être oublié. Même la Syrie considérée par certains comme étant le pays arabe le « plus progressiste », a parlé de détruire Israël, « négligeant » de dire ce qu'il adviendrait de la population juive. En aucune circonstance nous ne pourrions pardonner de tels crimes ou, pour des raisons politiques nous abstenir de les dénoncer. Ceux qui le feraient causeraient de graves dommages à la lutte anti-impérialiste. En ce qui concerne Israël toutes les tentatives des nationalistes arabes de détruire le pays par la force ont uniquement réussi à regrouper toute la population israélienne derrière la direction sioniste. Israël sera changé de l'intérieur par ses propres internationalistes anti-sionistes, qui rejoindront au moment propice, les rangs des internationalistes du monde arabe dans une lutte unie contre l'impérialisme pour établir une véritable république socialiste dans tout le Moyen-Orient.

Face à la situation créée par l'attaque israélienne nous déclarons :

I. — Nous nous opposons à toute annexion territoriale obtenue par cette guerre, mais nous pensons qu'il est nécessaire de préciser que la racine du conflit au Moyen-Orient n'est pas une question territoriale. La racine du

La mort du Maréchal Amer

LA mort du Maréchal Amer, chef suprême de l'armée égyptienne, semble mettre un terme, du moins provisoirement, aux remous politiques qui ont secoué l'Égypte après sa défaite dans le conflit israélo-arabe du 5 juin dernier.

Amer était avec Abbas Radaoun (arrêté depuis peu), Nasser et les frères Mohamedine un des rares rescapés de la douzaine d'officiers (appelés « officiers libres ») qui, en 1952 avait renversé le régime en putréfaction du roi Farouk, marionnette des anglais et familier des casinos européens.

En fait jusqu'alors, l'armée égyptienne n'avait joué qu'un rôle mineur dans la vie politique du pays, le véritable appui de la monarchie étant les troupes britanniques.

En prenant le pouvoir par l'intermédiaire des officiers « libres » l'armée égyptienne ne s'attaquait pas seulement à un régime honni par l'ensemble de la population mais aussi à l'impérialisme anglais pour lui contester le monopole de fait qu'il conservait depuis le début du siècle sur les richesses du pays.

L'instauration du régime militaire conduisit rapidement à l'interdiction de tous les partis politiques mais dans le même

temps la direction collégiale des « bikbacchis » (colonels) faisait place à un directoire Nasser-Neguib, puis après l'élimination de ce dernier, au seul Nasser.

Mais en prenant le pouvoir l'armée ne demeurait plus seulement le garant de l'Etat mais devenait l'Etat lui-même.



Dès lors, tous les tournants de la politique nasserienne se traduisaient par des purges de telle ou telle fraction de l'armée qui lui était hostile.

Il est certain dans ces conditions que l'écroulement de l'armée égyptienne en juin dernier a en fait lézardé tout l'appareil d'Etat. L'amertume était grande

chez les officiers battus dont beaucoup sans doute rendaient Nasser responsable de la défaite. Mais à ces officiers mécontents et sans doute peu connus il fallait un drapeau pour rallier les hésitants et les tièdes tout comme Nasser s'était servi de Neguib en 1952 pour rallier toute l'armée au coup d'Etat et Amer, même s'il n'était pas l'âme du complot (si complot organisé il y avait), pouvait éventuellement remplir ce rôle.

De son côté la démagogie ultra-nationaliste de Nasser risquait de se retourner contre lui puisque la défaite avait provoqué un mécontentement chez les masses à qui l'on avait promis une victoire rapide.

En éliminant Amer, Nasser se débarrassait d'un danger potentiel et offrait dans le même temps un bouc émissaire au mécontentement populaire : « l'Égypte a perdu la guerre car Amer a trahi ». Le procédé est courant.

Mais si Nasser a réussi à éliminer cette fois encore un concurrent possible, la nature même du régime nasserien, comme celle de tous les régimes bonapartistes des pays sous-développés, est de susciter sans cesse de nouveaux candidats dictateurs qui tenteront d'éliminer Nasser si ce dernier ne les élimine pas avant.

L. S.

Suite page 4.

A Kinshasa (Congo belge)

Session de l'organisation contre les peuples africains

A PRES Addis-Abeba, Le Caire et Accra, c'est à Kinshasa que vient de se dérouler la Cinquième Conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.).

L'O.U.A. est une organisation fondée en mai 1963 par trente Etats africains dans le but « d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes en Afrique par le dévouement sans réserve à la cause des territoires indépendants ». La Charte de fondation condamnait : « l'assassinat politique ainsi que les activités subversives exercées par des Etats voisins ou tous autres Etats ».

Entre autre la Conférence de fondation instituait une « Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage » qui devait régler pacifiquement les différends entre Etats africains.

Cette O.N.U. régionale s'est montrée dans les faits à peu près aussi inefficace (sinon plus) que son homologue international.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'actuelle session de l'O.U.A. s'ouvrait alors que les pays africains étaient aux prises avec de multiples problèmes politiques.

Au Nigéria la guerre civile embrase trois des quatre régions du pays ; au Soudan depuis des années les tribus noires se heurtent aux forces armées musulmanes et arabes du gouvernement central ; la Somalie s'oppose toujours sur d'importants contentieux territoriaux au Kenya d'une part, à l'Ethiopie de l'autre ; la Guinée retient prisonniers des civils ivoiriens pendant que la Côte d'Ivoire a, à titre de représailles arrêté des ministres guinéens. Tous ces problèmes se sont posés avec acuité au cours de ces derniers mois et ces conflits localisés ont sans doute fait des dizaines de milliers de morts.

Pour une organisation chargée d'établir l'harmonie entre tous les Etats africains il y avait donc du pain sur la planche.

En fait, si l'on excepte l'appui que la Conférence a apporté au gouvernement central du Nigéria contre les scissionnistes du Biafra, non seulement aucun de ces problèmes n'a été résolu mais la plupart n'ont même pas été abordés comme n'avaient pas été abordés aux cours des sessions antérieures les conflits frontaliers algéro-marocain et algéro-tunisien. Et on ne peut s'en étonner.

Une bonne partie des Etats « indépendants » d'Afrique sont des créations soit de l'impérialisme français soit de l'impérialisme anglais. Dans un grand nombre d'entre eux la lutte pour l'indépendance nationale n'a pas été menée par les masses populaires contre l'impérialisme mais c'est ce dernier qui, en donnant une indépendance politique formelle à ces Etats, a installé à leurs têtes des hommes politiques qui lui étaient entièrement dévoués. Pour ne prendre que les pays de langue française des hommes comme Houphouët Boigny, Léopold Senghor ou Tsiranana ont été de tout temps des marionnettes de l'impérialisme français.

Quant à la présidence de l'association elle est assurée par le roi d'Ethiopie, grand féodal, qui règne sur un pays où l'esclavage existe encore. On comprend dans ces conditions que la lutte contre le colonialisme pronée par l'O.U.A. s'apparente au canular.

Pour ce qui est du règlement pacifique des conflits entre Etats membres la plupart des gouvernements de ces Etats, qui ne jouissent d'aucun soutien populaire auprès de la

population de leurs pays, qui musellent toute opposition et exercent une dictature féroce, craignent comme la peste des atteintes à leur « souveraineté » c'est-à-dire des interventions extérieures comme pourraient l'être celles de la « commission de médiation » qui risqueraient soit de troubler le monolithisme politique absolu qu'ils ont instauré à l'intérieur de leurs Etats respectifs soit de léser leurs intérêts étroits de caste parasitaire liée à l'impérialisme au profit de laquais concurrents d'autres Etats.

Pourris, détestés des masses populaires ces régimes sanglants, mis en place par l'impérialisme, ne peuvent recevoir d'ordres que de lui, l'Unité africaine qu'ils prônent n'est, la plupart du temps qu'une démagogie à usage interne nécessaire à une époque où les masses du Tiers Monde ont mis la lutte contre l'impérialisme à l'ordre du jour notamment dans les pays d'Afrique.

Les seuls domaines sur lesquels peut s'établir un accord de façade sont les problèmes mineurs qui ne lésent ni l'impérialisme ni aucun de ses intermédiaires.

Mais même là l'action de l'O.U.A. est toute platonique. La condamnation unanime par la conférence des mercenaires de Schramme ne dépassera certainement pas l'envoi symbolique au Congo ex-Belge de 5 avions par l'Ethiopie et de 6 pilotes par le Ghana.

La conférence a « exigé » que les mercenaires blancs quittent le Congo mais n'a aucun moyen pour mettre cet ultimatum en pratique. Et cet exemple sert d'excellent révélateur à la situation actuelle des pays d'Afrique. Aujourd'hui 128 mercenaires blancs aidés de 800 gendarmes katangais sont désavoués par tous les gouvernements africains mais font la loi en toute impunité sur une partie du Congo.

Hier, pourtant, lors de la révolte de 1964 des milliers de jeunes congolais, mal armés, mal équipés, sans avions, sans fusils, ne disposant souvent que de javelots et d'arcs, s'opposaient farouchement aux avions américains, aux paras belges, aux gendarmes katangais de Tschombé et aux mercenaires blancs et noirs de l'armée nationale congolaise commandée par Mobutu, l'actuel chef de l'Etat. On peut se demander combien de temps les mercenaires de Schramme auraient tenus contre une telle armée de « Simbas » ?

Mais ceux-ci luttèrent contre l'impérialisme pour affirmer leur dignité d'hommes, pour mettre définitivement fin à des siècles d'esclavage, pour vivre libre. A l'opposé des actuels soldats de l'armée nationale congolaise ils ne touchaient pas de soldes mais savaient pourquoi ils luttèrent.

Actuellement pour Mobutu un moyen de vaincre rapidement les mercenaires aurait été de faire appel aux « Simbas » c'est-à-dire au peuple congolais. Mais cela il ne le peut que très difficilement. Venu au pouvoir sur le sang des Congolais il préfère encore supporter l'épée dans le pied que sont pour lui les mercenaires plutôt que de susciter une initiative populaire qui risquerait d'emporter non seulement Schramme mais Mobutu lui-même. Et tous les pays africains sont en fait solidaire de l'attitude de Mobutu.

C'est pourquoi à cette conférence de l'Unité africaine les grands absents étaient non pas les chefs d'Etats qui s'étaient abstenus de venir (plus de la moitié) mais les peuples d'Afrique eux-mêmes.

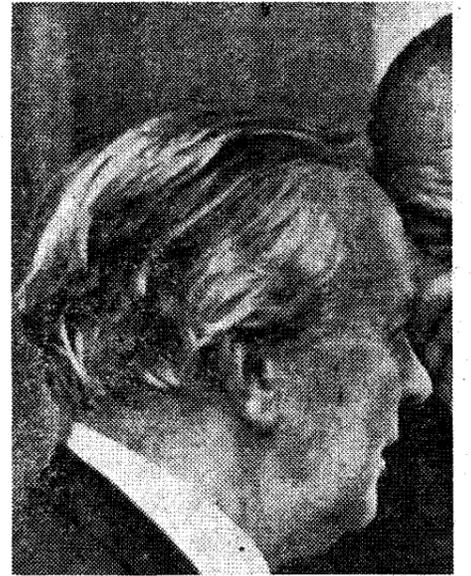
L. STERN.

Wilson désavoué au Congrès des Trade-Unions

IL Y A LOIN

DES PAROLES

AUX ACTES !



L E 99^e Congrès des Syndicats britanniques n'a pas, cette année, approuvé l'ensemble du programme du Gouvernement « travailliste » de Wilson.

C'est le 3^e congrès qui a lieu depuis la formation du Gouvernement du Labour et lors des précédents congrès, Wilson avait reçu le soutien des dirigeants syndicaux à ses mesures de blocage des salaires et à sa législation anti-ouvrière.

Cette année, c'est avec une majorité de près de 1 million et demi de voix (la Centrale compte environ 9 millions de syndiqués et les délégués ont un nombre de voix correspondant au nombre de leurs syndiqués), que la politique économique et la politique vietnamienne du gouvernement a été condamnée.

Comme si les dirigeants syndicaux avaient été eux-mêmes étonnés de ce qu'ils avaient osé faire, le Congrès s'est cependant clos par le vote d'une résolution réaffirmant l'appui des délégués au Gouvernement travailliste. Ces délégués ne s'opposaient pas au blocage des salaires, leur audace n'allait pas jusque là, ils ne s'opposaient qu'aux méthodes employées

par le Gouvernement pour le blocage des salaires !

Tout le monde sait très bien qu'un simple désaveu, même venant de la tribune du Trade Union Congress, s'il reste verbal ne changera rien à la détermination du Gouvernement Wilson de mener sa politique d'austérité pour les travailleurs. « Le Monde » du 5 septembre déclarait que « depuis trois ans qu'il est au pouvoir les sacrifices qu'il a imposés à ces derniers, tant dans le domaine de l'emploi que dans celui des salaires dépassent toute autre administration ». Et la classe ouvrière anglaise manifeste de plus en plus son mécontentement devant ces sacrifices qu'on exige d'elle.

Les dirigeants des Trade

Unions dans lesquels la vie syndicale est plus grande que celle que nous connaissons en France ne pourraient s'aligner à nouveau derrière le Gouvernement sans perdre de leur crédit auprès des syndiqués. Mais de là à passer à l'attaque, à organiser la lutte ouvrière, il y a un fossé qu'ils ne franchiront pas.

Cependant cette première condamnation de la politique gouvernementale par le T.U.C. peut redonner confiance aux travailleurs en leur montrant l'étendue et la profondeur du mécontentement. Et si, comme il est probable, la fin de cette année est marquée en Angleterre par des luttes sociales, il est certain que ce ne seront pas des mouvements déclenchés par les syndicats pro-gouvernementaux mais, au contraire, des « grèves sauvages », émanations directes des travailleurs en lutte à la fois contre la bourgeoisie et la bureaucratie travailliste.

Sylvie GRENET.

UNE HONTE

Une délégation des syndicats vietnamiens est venue place Nationale.

La C.G.T. dans un tract se félicite du témoignage de solidarité des travailleurs « venus des ateliers les plus éloignés ». Il n'y a vraiment pas de quoi. Les vietnamiens eux, ont fait 25.000 km pour venir chez Renault. Et qu'ont-ils reçu ? C'est encore un tract de la C.G.T. du 12-9-67 qui nous le dit : « Nous demandons aux travailleurs de verser généreusement aux collectes... des cartes, des porte-clefs, des petits sacs de riz sont à la disposition des travailleurs ».

Des problèmes aussi graves traités avec une telle légèreté, c'est digne de la fête de l'Humain. Si malheureusement, nous ne pouvons plus faire grand-chose d'immédiat dans ce douloureux combat, nous qui n'avons rien su faire au temps où notre bourgeoisie martyrisait le peuple vietnamien, nous pouvons au moins manifester notre solidarité d'une façon un peu plus digne. Si nous n'avons qu'un soutien moral à offrir, puisque le fruit de nos collectes est négligeable en face des moyens dont dispose l'adversaire impérialiste, que ce soutien soit chaleureux et n'ait pas cette atmosphère de Kermesse.

(Extrait de la V.O. RNUR).

Une déclaration Israélo-Arabe

(Suite de la page 3).

problème se trouve dans l'existence d'une structure ségrégationniste et pro-impérialiste du pouvoir en Israël qui a dépossédé un peuple entier de ses droits humains et politiques ; et dans l'incapacité de la politique nationaliste arabe de traiter avec ce pouvoir.

2. — Une paix dictée par Israël, une « Pax Americana » entre Israël et Hussein, soit publique soit secrète, et autres semblables arrangements occidentaux, ne solutionneront pas le conflit entre Israël et les Etats Arabes ; ils le différencieront seulement.

3. — La création d'un Bantoustan sioniste pour les arabes de Palestine qui maintiendrait une politique ségrégationniste envers eux ne solutionnerait pas plus le « problème palestinien » qu'un Bantoustan Sud-Africain ne pourrait résoudre les problèmes issus de l'existence d'un Etat raciste en Afrique du Sud.

L'unique solution viable est :

1. — D'abolir complètement tous les mesures ségrégationnistes des sionistes contre les palestiniens (ceci comprend la mise en vigueur du droit de rapatriement) et transformer Israël en un pays normalisé pour sa propre population.

2. — La participation active d'Israël non sioniste dans la lutte anti-impérialiste du peuple arabe.

3. — De donner la possibilité aux palestiniens de décider eux-mêmes de leur destin politique.

Sachant que des deux côtés les dirigeants actuels n'ont aucune intention d'appliquer ces solutions nous n'avons guère de doute que le conflit continuera aussi longtemps que ces régimes resteront au pouvoir. A tous ceux qui s'illusionnent avec complaisance nous disons : il n'y a pas de salut aux problèmes politiques des peuples à travers des politiques qui, tacitement ou ouvertement, appliquent des mesures de suprématie économique, sociale, raciale, et nationale par un groupe sur un autre.

The Palestinian Democratic Front

The Israeli Socialist Organisation.

Rome, 23rd June, 1967.

Le Front Démocratique Palestinien

L'Organisation Socialiste Israélienne.

Rome, 23 juin 1967.

DE QUEBEC A VARSOVIE

(Suite de la page 1)

Par contre, l'impérialisme français, décrépi et sans force, est de plus en plus refoulé derrière ses propres frontières, ultime sauvegarde des restes d'une puissance perdue.

La sénilité des conceptions politiques de De Gaulle est à l'image de la décrépitude de la bourgeoisie française, et si celle-ci fait siennes des idées d'un autre âge, c'est qu'elle n'a guère le choix, ou plus exactement, la seule alternative à la politique gaulliste consisterait à accepter totalement la domination américaine et à s'y abandonner. C'est cette alternative que représentent en matière de politique étrangère, tant Lecanuet que la Fédération de la Gauche, chacun à sa façon.

Si, apparemment, la bourgeoisie française ne veut pas à l'heure actuelle se résigner à une telle soumission, elle ne se fait sans doute pas beaucoup d'illusions sur l'efficacité de la politique gaulliste non plus. Les limites de toute diplomatie sont tracées par la puissance économique et militaire effective, et on n'a pas manqué de souligner à l'époque que les appels vibrants de De Gaulle à la « substance nationale québécoise » pèsent bien peu face aux investissements américains.

Si, en spéculant sur le nationalis-

me des pays auxquels elle s'adresse, la bourgeoisie française peut à la rigueur se faire entendre, et son chef se faire acclamer, elle ne peut certes pas y supplanter les « géants » qu'elle dénonce. En ce sens, le nationalisme de la bourgeoisie française n'est pas seulement suranné, mais d'une efficacité plus que réduite.

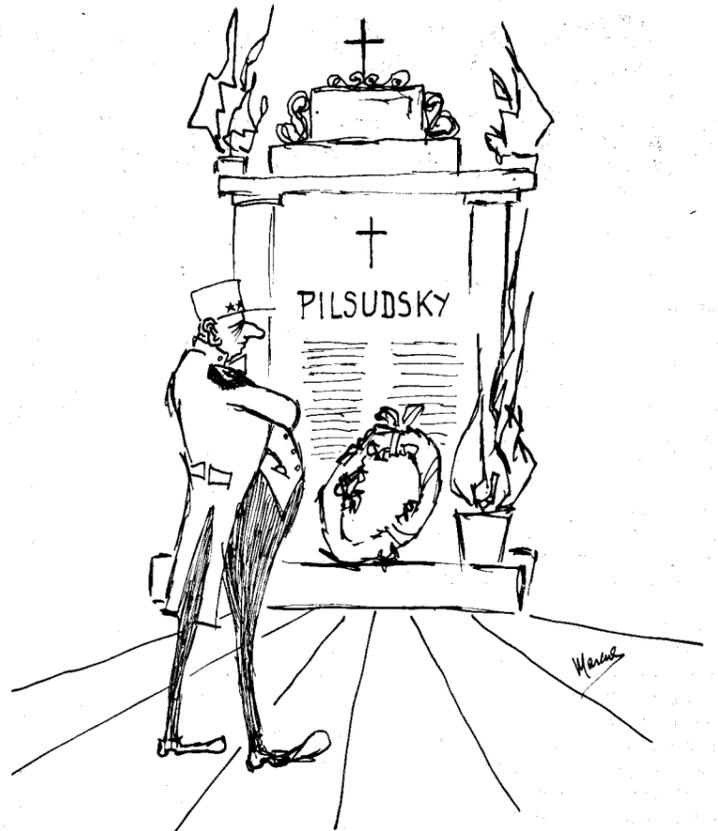
Mais à l'intérieur des limites tracées par la puissance effective de la bourgeoisie française, De Gaulle mène une diplomatie on ne peut plus lucide. Aussi surannée que soit la marchandise politique qu'il vend, il ne l'offre que là où il s'attend à trouver des acquéreurs.

En décidant son voyage en Pologne, il savait que ses discours nationalistes y trouveraient des oreilles complaisantes. En quoi il ne se trompe certainement pas. Sa prétention de détacher la Pologne du bloc soviétique ne paraît utopique qu'en regard à la faiblesse de la France, mais non à cause de l'attachement de la Pologne à ce bloc. De Gaulle n'a pu s'adresser à la Pologne de la manière dont il l'a fait qu'en étant persuadé que les liens entre elle et l'U.R.S.S. ne sont pas faits de matériaux éternels et qu'elle a effectivement gardé non seulement

sa « substance nationale », mais l'appareil d'Etat national qui garantit cette « substance ». De Gaulle ne se trompait certainement pas en disant aux chefs de cet Etat que « si vous voyez loin et grand, les obstacles qui paraissent aujourd'hui insurmontables, sans aucun doute, vous les surmonterez », en entendant manifestement par « obstacle » à cet épanouissement de la Pologne, les liens de dépendance de celle-ci vis-à-vis de l'U.R.S.S. Il ne se trompait certainement pas en estimant que ces liens n'ont pas d'autres fondements que politiques et que la Pologne pourrait très bien chercher et trouver à l'Occident les appuis dont elle bénéficie actuellement de la part de l'U.R.S.S.

La Pologne n'est certes pas près de se détacher complètement de l'U.R.S.S. mais elle a les moyens de le faire, en l'occurrence, l'appareil d'Etat national. Et même si le voyage de De Gaulle ne donne pas de résultats tangibles, il n'en reste pas moins que par la bouche du Président de la République française, c'est le chef d'un Etat bourgeois qui s'est adressé aux dirigeants d'un autre Etat bourgeois, en un langage qui leur est commun : celui du nationalisme.

G. KALDY.



Maréchal, me voilà !

RÉGIS DEBRAY

CETTE semaine doit s'ouvrir en Bolivie, le procès maintes fois ajourné de Régis Debray. On a craint pour lui, comme pour tant de détenus politiques de Bolivie et de tout le continent Sud-américain, l'exécution sommaire et clandestine. Mais le gouvernement Barrientos a dû devant l'émotion soulevée dans le monde accepter de se livrer au moins à une parodie de justice. C'est devant un tribunal militaire que comparaitra le jeune journaliste français pour les délits de « rébellion, assassinat, blessure grave et vol ». Mais la seule accusation véritable, celle qui ne figure pas au procès verbal, celle pour laquelle il sera condamné, c'est « instructeur de guerilleros ». Plus simplement encore « guerillero » ou même, cela suffit « sympathisant guerillero ».

Certes, Barrientos ne pense pas exterminer la guérilla dans son pays en faisant de Debray un bagnard à vie. Aucun dirigeant sud-américain n'a cette naïveté. Mais ils ont tous assez de cynisme pour savoir qu'une seule faiblesse peut ébranler un pouvoir fragile, odieux, vomé par la population. Rien ne vaut la force et la terreur. C'est pour eux la seule façon d'exister. Quand elles deviennent impuissantes, il est de toute façon trop tard.

Ainsi la machine judiciaire est mise en route. En fait, elle n'a rien à juger, aucune « culpabilité » à établir, aucune « innocence » à réfuter. Elle doit frapper et elle frappera.

Régis Debray sera condamné. Ni pour ce qu'il a fait. Ni pour ce qu'il n'a pas fait. Il ne sera pas jugé non plus, en lieu et place de l'insaisissable Che Guevara, ni de tous les guérilleros qui se battent et meurent dans l'arrière-pays. Il sera condamné simplement parce

que Barrientos ne peut le « libérer ». C'est la logique de la Dictature. Acquitter Debray, cela est impensable, le grâcier, ce serait indirectement donner un formidable encouragement à tous ceux qui, en Bolivie, aspirent à la liberté et à la dignité. Un pouvoir établi contre tout un peuple, ne peut se maintenir que par la répression. Misérable barrage quand l'espoir et la colère embrasent toute la population, arme dérisoire à l'échelle historique, la répression n'en semble pas moins efficace dans l'imédiat quand il s'agit de contenir une minorité agissante. Elle ne peut

vaincre un peuple, mais elle peut accorder quelque répit au Pouvoir. C'est tout ce qu'il demande.

C'est de cette impuissance à se maintenir autrement que par la terreur que Régis Debray est aujourd'hui victime. Ce n'est pas une spécialité sud-américaine. Les pays les plus « civilisés » la connaissent aussi. Les U.S.A. en font la démonstration chaque jour au Vietnam. Tous ceux qui veulent sauver la vie de Régis Debray, tous ceux que le cynisme, l'arbitraire, l'apparente absurdité d'une telle répression envers un jeune universitaire aux sympathies castristes, plongent

dans l'indignation, tous ceux-là auraient bien d'autres tâches, bien d'autres campagnes à entreprendre. Et puissent les parents de Debray, que frappe aujourd'hui le cauchemar de la machine répressive bolivienne, protester avec la même passion, contre les mêmes méthodes, auprès du gouvernement français qui maintient en prison en France d'une manière aussi cynique, aussi arbitraire, aussi absurde, de jeunes Guadeloupéens de Paris et de Bordeaux pour leur « responsabilité » dans les émeutes de Pointe-à-Pitre !

Michèle TOURNY.

PLUS BILLOTTE QUE NATURE

De retour d'un voyage à La Réunion, M. Pierre Billotte, Ministre d'Etat chargé des départements et des territoires d'Outre-Mer a déclaré :

« L'accueil que j'ai reçu de la population, notamment des plus humbles auxquels j'ai rendu visite dans les bidonvilles qui n'ont pas encore pu être remplacés par l'important programme d'habitat en cours, m'a permis de me rendre compte que les Réunionnais étaient, dans l'ensemble, plus français que nature. »

Le Monde du 12-9-67.

Il faut dire que M. Billotte ne jouit pas d'une perspicacité exceptionnelle quant à la connaissance des sentiments des populations colonisées. Il avait fait une déclaration à peu près semblable sur Djibouti juste quelques mois avant le voyage où de Gaulle s'était fait accueillir aux cris d'indépendance.

Mais si les Réunionnais sont si fidèles à la France, pourquoi

toutes ces fraudes, pourquoi ce quadrillage du « département » lors des élections ? Comment expliquer que M. Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais, partisan de l'autonomie, soit arrivé en tête au premier tour dans sa circonscription (au second tour il a été « mystérieusement » battu par le candidat UNR !) ? Comment expliquer que ce même Vergès ait été poursuivi, invalidé de son mandat les années précédentes et, en fuite, ait été hébergé, caché par la population pendant plusieurs mois ?

Bien plus véridique que le tableau dressé par Billotte où « les éléments favorables l'emportent de loin sur tous les points noirs », le compte rendu publié par l'Humanité du 2ème Congrès du P.C.R. donne le bilan suivant de la situation à La Réunion :

Le Congrès a mis à nu l'état de misère extraordinaire dans lequel vivent les travailleurs victimes de cette politique typiquement colonialiste. Les vingt

mille ouvriers agricoles, les douze mille gens de maison que compte l'île n'ont même pas le minimum vital. Soixante-quinze pour cent des ouvriers du bâtiment, qui est la principale industrie avec le sucre, n'atteignent pas le SMIG. Et à cela s'ajoute une crise agricole dramatique : 92 % des petits planteurs de canne, 98 % des planteurs de géranium ont un revenu inférieur au SMIG, d'où un exode rural massif qui vient grossir la masse des chômeurs déjà considérable, en raison de l'explosion démographique que connaît actuellement La Réunion (400.000 habitants, 60 % de jeunes).

L'Humanité du 4-9-67.

Et la population de La Réunion a déjà donné un démenti évident, par les heurts qui l'ont opposée aux forces de police, aux propos cyniques et aux mensonges éhontés des représentants de l'impérialisme français.

D. BRION.

A CHACUN SON CARNAGE

L'impérialisme français, toujours si prompt par l'intermédiaire de son représentant de Gaulle, à prêcher la modération sinon la paix face aux massacres que perpètrent les autres impérialistes (américains, anglais, etc.), aux quatre coins du globe, vient de nous donner, quelques mois après les épisodes sanglants de la Guadeloupe, une nouvelle illustration de ses véritables intentions.

On apprend, en effet, dans le journal « le Monde » du 9 septembre 1967 que vient d'avoir lieu en Côte d'Ivoire (dont le gouvernement est tout sourire pour de Gaulle), des manœuvres conjointes des forces ivoiriennes et françaises. L'objectif de cette guerre fictive était, pour la marine française, de protéger la Côte d'Ivoire contre « l'agression » d'un Etat en lutte contre l'impérialisme (sur la carte d'Etat-major, ce pays imaginaire se trouvait à l'emplacement de la Guinée !).

Comme on voit, l'armée française se déclare prête à tout, et cyniquement elle en avertit les peuples qui voudraient s'émanciper de sa tutelle.

De Gaulle a parlé de quitter POTAN : sans doute pour mieux se consacrer à la répression de « ses » peuples et de « ses » ex-colonies.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X^e
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrødt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHRØDT
Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton,
PARIS-12^e

DE LA FAÇON DE FAIRE PAYER LES SALARIÉS : QUAND LE GOUVERNEMENT PROPOSE "D'ÉTENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE"

(Suite de la page 1)

« En cas de carence du Conseil d'administration, le ministre des Affaires sociales et le ministre de l'Economie et des Finances le mettent en demeure de prendre les mesures de redressement nécessaires.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le Gouvernement procède au rétablissement de l'équilibre, soit en se substituant au conseil d'administration de la Caisse nationale, soit en usant des pouvoirs qu'il tient de la législation en vigueur ».

Comme à l'armée, les ordres, les menaces et les punitions seront transmis du général au pékin.

La Caisse nationale Maladie attribue aux Caisses primaires des dotations annuelles pour qu'elles assurent le service des prestations maladie, maternité, invalidité, décès. Ces caisses se verront, à leur tour, dans l'obligation de ne pas avoir de déficit auquel cas il leur faudra prendre des mesures de redressement.

L'art. 22 prévoit l'intervention autoritaire de la hiérarchie administrative :

« La Caisse nationale de l'assurance maladie peut mettre en demeure une Caisse primaire de prendre des mesures de redressement dans un délai déterminé. En cas de carence, la Caisse nationale peut se substituer au Conseil d'administration de la Caisse primaire et ordonner la mise en application des mesures qu'elle estime nécessaires pour rétablir la situation financière de la Caisse primaire. »

Déjà les Caisses étaient assez tâtonnantes et ressemblaient plus à des Ministères qu'à une administration censée nous mettre à l'abri de la maladie, de l'accident du travail, de la vieillesse. Elles vont devenir le royaume de l'arbitraire.

Les prestations amputées par ces mêmes ordonnances ne seront même pas garanties, puisqu'à tout moment des mesures pourront être prises pour les diminuer ou même les supprimer au nom de l'équilibre financier. Ces mesures ne seront pas prises pour tout le monde en même temps ce qui restreindra les possibilités de réaction et de défense.

C'est-à-dire que dans un avenir proche les travailleurs de la Région parisienne par exemple, pourront continuer à voir leurs médicaments remboursés à 70 % et leurs hospitalisations à 80 % tandis que ceux de Lyon par exemple ne se verront rembourser les premiers qu'à 50 % et les seconds qu'à 70 %, tandis que ceux de Marseille ou de Bordeaux auront encore d'autres taux, sous prétexte que les caisses ont plus ou moins de déficit.

Ainsi l'Etat a mis en place une réforme lui donnant les possibilités de prendre dans la poche des assurés en diminuant ses risques à lui. Il pourra prendre ainsi les trois milliards officiels de « déficit » et plus si nécessaire pour lui.

Une seconde ordonnance tend à modifier les conditions dans lesquelles sont attribuées les prestations de l'assurance maladie. Si les décrets doivent en fixer exactement les limites, les intentions de l'ordonnance sont très nettes :

« Elle (la participation des assurés aux frais médicaux) pourra être réduite ou supprimée en tenant mieux compte que précédemment du coût des soins et, éventuellement de l'âge ou de la situation de famille de l'assuré ».

Monsieur Pompidou, au cours d'une interview nous a déjà confirmé que la visite et la consultation du médecin seraient remboursées à 70 % et non plus à 80 %.

Les Mutuelles se verront obligées de laisser 5 % du ticket modérateur à la charge de l'assuré, car d'après le gouvernement, la gratuité de la médecine n'est pas morale !

Quant aux cures, l'art. L. 269 de l'ordonnance prévoit que « les arrêts de travail prescrits à l'occasion d'une cure thermique ne donnent pas lieu à indemnité journalière, sous réserve de leur éventuelle indemnisation par l'action sanitaire et sociale lorsque la situation de l'intéressé le justifie ».

La réserve, ainsi introduite fera de l'assuré social qui a besoin d'une cure mais qui a également besoin de ses indemnités journalières pour vivre un « pauvre » qui demandera un « secours » à la place de ces indemnités. Ainsi le gouvernement détourne l'argent des cotisants à des tâches qui devraient être assurées par ses fonds (prix élevé des journées hospitalières servant à remplacer les finances absentes du budget du Ministère de la Santé, financement du Fonds national Vieillesse par la Sécurité sociale parce que le gouvernement s'empare du montant de la taxe de la fameuse « vignette » créée et imposée pour ce fameux F.N.S.) et il transforme les cotisants en quémandeurs, en mendiants.

La gestion de l'argent des cotisations était confiée en 1947 à des administrateurs « élus par les salariés. » La première ordonnance d'août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité, en même temps qu'elle crée trois Caisses nationales distinctes, prévoit que les Conseils d'administration auront une composition paritaire :

— pour moitié des représentants des assurés désignés par les organisations syndicales nationales les plus représentatives.

— pour moitié des représentants des employeurs désignés par les organisations professionnelles nationales d'employeurs les plus représentatives.

Avant la réforme, les représentants patronaux n'avaient que le quart des sièges.

D'autre part, l'ordonnance décide que ces administrateurs ne seront plus élus par les assurés mais **nommés** pour quatre ans, par décret.

La répartition des sièges ouvriers se fera dans la proportion suivante :

- 3 pour la C.G.T.
- 2 pour Force Ouvrière.
- 2 pour la C.F.D.T.
- 1 pour la C.F.T.C.
- 1 pour la C.G.C.

La C.G.T. se trouvera effectivement défavorisée par ce système et verra le nombre de ses administrateurs réduit en moyenne de 2/3. L'Humanité du 24 août 1967, donnait l'exemple de la Caisse primaire centrale de la Région parisienne qui se compose actuellement de 48 administrateurs élus dont 36 représentants des salariés. Parmi eux, il y a 19 élus CGT. Avec la nouvelle réforme il y aura 8 administrateurs C.G.T.

Force Ouvrière qui recueillait peu de suffrages se trouve très nettement avantagé par cette mesure.

Face à la disparition de ses sièges, la C.G.T. proteste contre « l'atteinte ainsi portée à la démocratie » et appelle à la constitution de cartel de défense « non seulement pour faire le procès des mesures actuelles, mais encore pour apporter à la Sécurité

sociale, après vingt-deux ans d'expérience les améliorations indispensables et lui donner une gestion plus indépendante et plus démocratique » (déclaration des administrateurs C.G.T. des organismes de Sécurité sociale de la région parisienne (Humanité, 24.8).

5. Les Caisses de Sécurité sociale avaient été réellement des organismes autonomes gérés par les salariés eux-mêmes, au travers d'administrateurs qu'ils élisaient tous les quatre ans, on pourrait se demander comment il se peut que le gouvernement ait pu supprimer cette gestion sans que les travailleurs réagissent.

Mais, les administrateurs ne géraient pas réellement les Caisses et les travailleurs encore moins, si possible. Le montant des remboursements, celui des indemnités journalières, les conditions d'ouverture des droits, l'ouverture ou la fermeture d'un simple bureau de renseignements dans une Caisse, le salaire des employés de la Sécurité, leur nombre, autant de points qui n'étaient pas de la compétence des administrateurs. Ils « géraient » soi-disant les Caisses mais ne pouvaient ni

nommer ni remplacer leurs directeurs qui ont tous les pouvoirs et ne dépendent que du Ministère.

Ces « administrateurs » devaient appliquer les directives du Ministère.

D'autre part, une fois élus, ils regardaient bien d'en appeler à leurs électeurs soient pour leur faire connaître la vie des Caisses soit pour voir avec eux les moyens d'intervention possible. C'est pourquoi les plus surpris d'apprendre qu'ils géraient leur propre Caisse d'Assurance étaient les salariés lorsque, par hasard, ils l'apprenaient de loin en loin sur les papiers électoraux qui annonçaient les élections aux postes d'administrateurs des Caisses de Sécurité sociale.

A l'époque du « produire d'abord », la bourgeoisie française instaura la Sécurité sociale et ce simulacre de gestion ouvrière pour faire état de conquêtes et de victoires vis-à-vis des travailleurs et aussi pour « acheter » ces mêmes syndicats. En effet, les bureaucraties syndicales subsistent en grande partie grâce à tous ces postes, les uns rémunérés, les autres honorifiques et certains les deux à la fois, qu'un certain nombre de lois sociales leur permettent d'offrir à

leurs militants au sein de diverses administrations. Mais au fur et à mesure que la bourgeoisie peut se passer de l'appui des bureaucraties syndicales, elle cherche à reprendre ce qu'elle avait offert — parcimonieusement — dans un moment de panique.

Ainsi ces ordonnances contiennent surtout des menaces ; des menaces dont seul le sens est indiqué, mais des menaces encore informulées.

Ce que le gouvernement pourra, ce que les Caisses feront jusqu'où ils iront dans ces atteintes à notre droit d'être soigné dépendra certes de leur équilibre local mais dépendra aussi des réactions locales ou générales des travailleurs.

Le gouvernement s'est donné les moyens de nous ôter une partie des prestations sociales. Mais il s'est donné aussi la possibilité de reculer. A nous de l'y contraindre. Il ne faut pas oublier cependant que la défense de nos salaires est liée à ce problème et que nous ne pourrions pas contraindre le gouvernement à reculer sur ce terrain si nous ne sommes pas capables en même temps de lutter pour nos salaires.

F.M.

LE BUDGET 1968

(Suite de la page 1)

finalment, pour les produits transportés par la route.

Bien plus d'ailleurs que ces taxes nouvelles c'est l'ensemble du budget lui-même qui risque bien d'entraîner une hausse des prix.

De Gaulle ne pourra pas, en effet, se gargariser dans ses prochains discours, comme il l'a fait dans les précédents, avec le fait que le budget de l'Etat est enfin équilibré. Même sous la Cinquième République cet heureux état de chose (heureux d'ailleurs beaucoup plus pour les capitalistes que pour les travailleurs) n'aura pas duré beaucoup plus que le temps d'un discours radiotélévisé.

Pour 1968, en effet, « l'impasse », c'est-à-dire l'excédent des dépenses de l'Etat sur ses recettes, est revenue. Elle se monterait, suivant le projet de M. Debré, à 1 milliard 789 millions de F. L'an passé, comme les deux années précédentes, dans le projet de la loi des Finances, un très léger excédent (3 millions de F) des recettes sur les dépenses était attendu. D'où les vantardises du Président de la République. A la fin de l'année il y a 7 milliards... de déficit avoué. On peut s'amuser à prévoir ce que seront réellement devenus les 1789 millions dans un an.

De cette « impasse » on sait comment l'Etat se sort. En faisant marcher la « planche à billet », c'est-à-dire par l'inflation monétaire, elle-même génératrice de hausse des prix. C'est ainsi que les

travailleurs rendront à l'Etat pendant des mois, de manière indirecte il est vrai, mais en milliards, les 500 millions qu'il leur laisse généreusement en octobre.

Des milliards qu'il pourra consacrer à la force de frappe ou à ses autres dépenses militaires. Celles-ci n'augmenteront, nous dit-on, que de 6,1 % alors que l'ensemble du budget le fera de 8,8 %. En valeur absolue elles atteindront pourtant 24.992 millions soit environ 20 % du budget. L'augmentation sur 1967 sera de 1,44 milliard, presque l'équivalent de l'impasse justement.

Sur ces 25 milliards plus de la moitié sera consacrée aux dépenses d'équipement, dont environ 6 milliards à la force de frappe (presque l'équivalent de « l'impasse » réelle atteinte par le budget 1967).

Par contre le budget n'augmentera en 1968 que de 5,4 % en ce qui concerne les logements aidés par l'Etat, 4,2 % pour les constructions scolaires et 4 % pour les équipements sanitaires. Et encore, en cette dernière matière, comme une hausse est déjà prévue sur les prix à la production, l'augmentation du volume des travaux n'atteindra en réalité que 2 %. Aux salles d'opération, le gouvernement gaulliste préfère les bombes. S'il se moque de moderniser ou de construire des hôpitaux, il garde tout de même le souci de les remplir un jour.

Certes la stricte « ortho-

doxie » financière, c'est-à-dire le rigoureux équilibre du budget, prônée par Giscard d'Estaing n'est pas meilleure pour les travailleurs que l'inflation envisagée aujourd'hui par le gouvernement. Appliquée par Giscard, quand il était lui-même ministre des Finances, elle n'a eu pour but que d'apaiser ce que les bourgeois appellent la « surchauffe », de ralentir l'économie capitaliste qui avait tendance à s'emballer, et, pour résultat, d'aider à la création d'un volant de chômeurs qui atteint officiellement aujourd'hui le nombre de 400.000.

Mais le budget « expansionniste », que M. Mendès-France, le grand spécialiste financier de la Gauche, aurait voulu encore plus vigoureux, ne peut avoir qu'un résultat certain : une hausse plus importante des prix, sans aucune assurance quant à la réduction du chômage ou même à la relance de l'économie.

Car le gouvernement capitaliste est incapable de gérer rationnellement l'économie du pays. Ses lois échappent à son pouvoir. Il peut tout au plus tenter d'enrayer le mal quand celui-ci s'est déclaré. Et, toujours, d'une façon ou d'une autre (chômage ou inflation) c'est aux travailleurs de payer la note. Le projet de budget de M. Debré nous indique que sur ce point le gouvernement gaulliste n'a pas trouvé d'autre remède que ses prédécesseurs.

J. MORAND.

UN LICENCIEMENT A LA SKF...

La veille du départ en vacances, la direction a décidé de licencier notre camarade B. sous le prétexte bidon de compression d'effectif, car il fallait bien trouver quelque chose.

Il faut dire que pour ce faire, la direction avait attendu d'avoir le maximum de chances de son côté: la proximité immédiate des vacances limitant forcément les réactions à une journée (la normale partait le jour-même en vacances).

Nous remercions les camarades qui, en participant aux débrayages du matin et de l'après-midi, ont manifesté leur solidarité au camarade B... et leur hostilité à la mesure de la direction.

Mais il est nécessaire de rappeler qu'à l'équipe du matin, seule une partie des tours A a débrayé, car des militants du P.C.F. et des délégués du personnel sont restés au travail après être passés à chaque batterie de tours pour expliquer que le débrayage était une provocation, qu'il ne fallait pas suivre, etc., etc.

Mais devant les réactions de camarades syndiqués qui menaçaient de rendre leur carte, la C.G.T. a organisé l'après-midi un débrayage qui a été unanimement suivi au 12 et beaucoup moins au 39 parce que de nombreux travailleurs n'étaient pas prévenus.

En fait, le licenciement du camarade B... réjouit au plus haut point le P.C.F. et la C.G.T. Déjà, dans un tract du 24 mai, la C.G.T. demandait de quelles protections avait bénéficié notre camarade pour être embauché à la S.K.F. Peut-elle nous expliquer alors de quelles protections il a « bénéficié » pour être licencié ?

Quant au P.C.F., dans son journal daté de juillet 67, il écrivait: « un tel individu n'a pas sa place dans notre entreprise ». Assurée d'une telle complicité, la direction passait aux actes quinze jours plus tard.

★

UNE ENQUETE BIDON

Ceux d'entre nous qui ont jeté un coup d'œil sur le dernier journal d'information du personnel se sont bien amusés en lisant les résultats de l'enquête « CEPLAM » et les mesures adoptées concernant le problème des transports pour Corbeil.

Qu'en est-il exactement ?

D'après le CEPLAM, 23 % des possesseurs de voitures s'en servent régulièrement pour se rendre à leur travail, 54 % s'en servent exceptionnellement et 17 % n'envisagent en aucun cas de s'en servir. Interprétant à sa façon le mot « exceptionnel », la direction affirme sans rire que 83 % des possesseurs de voitures envisagent d'utiliser leur automobile pour se rendre à Corbeil.

La direction essaie par tous les moyens de nous démontrer que les transports collectifs ne répondent pas aux aspirations de la majorité d'entre nous. En fait, les mesures qu'elle prend pour nous inciter à prendre l'auto sont dérisoires (indemnité, prêt à l'achat d'un véhicule).

Nous savons bien qu'en voiture le prix de revient du kilomètre varie entre 20 et 30 centimes. Si la direction est prête à nous verser une telle somme, nous sommes d'accord pour prendre notre voiture (pour ceux d'entre nous qui en possèdent, bien sûr...), sinon qu'elle organise un système de massage gratuit comme pour Villaroche.

(Extrait de la V.O. SNECMA Kellermann Numéro 86).

Néanmoins, la direction du P.C.F. et de la C.G.T. est loin de réaliser l'unanimité de ses adhérents pour se livrer à de tels agissements contre les révolutionnaires, et nous félicitons les camarades qui restent dignes et qui nous ont fait part de leur désaccord avec les officiels.

Si nous, communistes trotskystes, ne sommes plus dans le P.C.F. et depuis longtemps, c'est que nous ne pouvons supporter de soutenir de tels agissements; et si nous subissons bien souvent les coups du P.C.F., leurs calomnies et leurs injures, les camarades qui ne sont pas d'accord avec la direction du Parti doivent savoir qu'un jour ou l'autre, ce seront eux qui seront les victimes, et si d'ici là il ne se lève pas des militants pour nous rejoindre et construire avec nous un vrai parti révolutionnaire, alors il sera trop tard.

La période stalinienne a détruit une bonne partie des conquêtes de la Révolution d'Octobre en Russie. Les Partis communistes se font de plus en plus les complices des bourgeois (souvenez-vous de la symbolique poignée de mains De Gaulle-Duclos avant les vacances) et quant aux militants honnêtes qui restent à l'usine, il serait grand temps pour eux de condamner ces méthodes et de rompre avec elles.

Maintenant, à la S.K.F., il va manquer quelque chose, puisque la « Voix Ouvrière » va cesser de paraître momentanément; mais nous ne doutons pas que rapidement des camarades reprendront la publication à l'usine; il est certain qu'alors, nous agirons comme dans beaucoup d'entreprises où nous paraissions, ce ne seront pas les camarades de l'usine qui distribueront, mais des camarades de l'extérieur.

Car la direction S.K.F. a prouvé que si elle est prête à admettre le P.C.F. et les syndicats, elle ne peut tolérer par contre les révolutionnaires. Ils la gênent trop, ils lui font trop peur; c'est d'ailleurs le plus grand honneur qu'elle puisse nous faire.

(Extrait de la « V.O. S.K.F. ».)

★

DE PLUS EN PLUS FORT...

Dans les fabrications, la relève de l'équipe du matin doit maintenant être effectuée à 14 h 20, ce qui nous oblige à être présents à l'atelier à cette heure-là, alors que nous ne sommes payés qu'à partir de 14 h 30.

Pour cela, la direction veut nous obliger à pointer à 14 h 10 au plus tard, et les « retardataires » se font alpaguer par le comité d'accueil (certains chefs et contre-maitres) au vestiaire, comme à l'émulsion par exemple.

notre présence à l'usine vingt minutes de plus par jour (soit 2 heures par semaine ou une journée par mois) sans nous verser un sou de plus! C'est un comble!

Nous sommes payés à partir de 14 h 30, et il n'y a aucune raison pour que nous fassions cadeau de ce temps précieux au patron qui nous vole déjà bien assez de notre temps et de notre travail comme cela.

Il serait bien plus logique que ces vingt minutes nous soient payées ou bien qu'on nous laisse partir vingt minutes plus tôt tous les soirs.

Mais la direction est peut-être fâchée avec la logique. Alors, il nous faudra trouver le moyen de la rappeler à l'ordre.

(Extrait de la « V.O. Kodak ».)

COMPRESSION DE PERSONNEL

Et ça continue, la réorganisation! On supprime par là, on mute par ici, et évidemment nous, nous sommes les quilles que l'on déplace au bon vouloir de ceux qui gagnent des millions sur notre dos. Au Landy, les accompagnateurs diésélistes T.E.E. ont été descendus. L'électricien qui reste cumule les deux fonctions seul...

Bref, si ça leur chante à ces messieurs de réorganiser, nous ça ne nous enchante guère, car nous sommes appelés à partir n'importe où, donc à perdre de l'argent et des avantages.

Au lieu d'avoir une caisse à outils sur le dos, plusieurs d'entre nous vont se retrouver avec une fourche à cailloux ou quelque chose de ce genre. Pour les patrons, c'est cela le progrès, synonyme de profit. Nous nous retrouvons déqualifiés, nous perdons de l'argent et sommes obligés de changer de fond en comble nos habitudes (mutation, déménagement, etc.).

C'est maintenant ou jamais qu'il faut prendre le taureau par les cornes. S'il n'y a pas assez de travail, que la durée hebdomadaire passe à 30 heures. C'est cela la solution, c'est cela le progrès. Puisque les patrons ne nous en parlent pas, à nous de leur en souffler « deux mots ».

Les camarades de Périgueux, menacés eux aussi comme nous tous par la réorganisation prévue, ont déjà fait une grève de 24 heures. Mais puisque nous sommes tous menacés, il faudrait organiser une lutte d'ensemble, et ne pas se contenter, comme l'envisage le syndicat, d'une grève de 24 heures ici, d'un débrayage d'une demi-heure là, d'une délégation ou d'une pétition ailleurs.

En attendant, partout où des camarades sont touchés par les mesures prévues, et donc au Landy en particulier, nous devons refuser de nous y plier sans avoir reçu les assurances formelles que les camarades mutés n'ont rien à y perdre: salaires, qualification technique, logement, temps de parcours pour se rendre au lieu de travail, etc.

Toute équipe incomplète peut toujours soit refuser le travail, soit démontrer qu'elle est dans l'incapacité de le faire.

(Extrait de la VO Cheminots. La Plaine Landy).

★

ACCORDS DE DUPES

Le semaine dernière, la C.F.D.T. nous apprenait par voie de tract qu'elle avait décidé de signer les accords d'entreprise malgré le vide complet de ceux-ci, expliquant qu'il valait mieux prendre la miette que le patron nous donne pour pouvoir ainsi poursuivre les discussions.

La C.F.D.T. nous dit que c'est de notre faute si elle se voit obligée de signer, du fait que nous ne sommes pas entrés en lutte pour l'appuyer lors des discussions... alors qu'à aucun moment les syndicats ne firent appel à nous, pas plus qu'ils ne nous donnèrent de mots d'ordre!

Puisqu'ils refusent de nous organiser sérieusement pour arracher aux patrons de meilleures conditions de vie et de travail, ils ne doivent pas s'étonner du manque de réaction de notre part.

Surtout qu'en ce qui concerne les accords maisons, c'est plutôt une fausse solution: ils sont faits pour nous lier à l'entreprise, et nous perdons les quelques maigres

avantages si nous sommes licenciés ou si nous donnons notre compte.

C'est pourquoi nous devons préférer les conventions collectives qui nous garantissent les mêmes conditions dans toutes les entreprises.

(Extrait de la « V.O. Chausson ».)

★

LA SECURITE S'IMPOSE

Le lundi 4 septembre se produisit au PMO 26 une explosion, la colonne de verre de l'appareil se volatilisa en une multitude d'éclats de verre projetés en tous sens avec une extrême violence. Bilan: deux blessés légers et un blessé assez grave, puisque ce camarade est encore à l'hôpital huit jours après l'accident.

Encore un accident qui, malgré ce qu'en disent certains, n'était pas imprévisible, puisque dans ce service il y a eu déjà plusieurs accidents causés par des appareillages en verre (ballons, fond-rond, colonne).

Pourquoi des moyens de protection ne sont-ils pas mis en place pour les rendre au moins inoffensifs?

Il est inadmissible que nous ayons notre vie constamment en danger parce que la direction, dans un souci d'économie, néglige de faire ce qu'il faut pour que nous travaillions en toute sécurité.

Nous devons exiger que toutes les précautions soient prises et qu'un système de protection efficace entoure tous les appareillages en verre, quels qu'ils soient.

(Extrait du numéro 106 de la VO Rhône-Poulenc).

LE REVERS DE LA MEDAILLE

Par l'intermédiaire de son syndicat « indépendant », la maison Genève a organisé une « petite sauterie » à l'occasion de la remise des médailles des vieux travailleurs.

Avant la distribution de ces médailles et des diplômes les accompagnant, un représentant de la direction s'est cru obligé de faire un discours, comme il se doit en de pareilles circonstances. Et c'est presque les larmes aux yeux que ce bon monsieur a remercié les travailleurs de leur long et difficile dévouement aux intérêts de la maison Genève.

Et pour récompenser ceux qui avaient dû écouter ce discours, il a été généreusement servi du vin fin, du whisky, du champagne, le tout agrémenté de petits cadeaux.

Exploités sur le champ d'honneur de la maison Genève, nous avons aussi le droit à la récompense suprême: une médaille. Comme tous ceux qui crèvent à la guerre pour les profits des capitalistes.

La Direction est vraiment d'une hypocrisie sans limites. Pendant des années et des années, elle nous exploite sans vergogne. Sans arrêt, elle renforce sa répression, elle licencie par vagues successives ceux qui ne sont plus nécessaires à la production sans se soucier le moins du monde de leur âge, de leur ancienneté et des « services rendus » à la Maison.

Une vie d'exploitation pour une réception d'une demi-heure et une médaille, voilà ce que nous offre le système capitaliste.

Et quant au syndicat indépendant, il a fait la preuve si besoin est qu'il n'est véritablement indépendant que des travailleurs.

(Extrait de la « V.O. Genève ».)

IL SERAIT BIEN TEMPS

Depuis quelques mois le C.E. est à l'ordre du jour, car la CGT s'est mise en devoir de faire appliquer chez Roussel-Uclaf la loi de... 1945.

Elle nous dit, dans un de ses tracts, qu'elle n'a pas pris cette décision à la légère. Nous le croyons facilement: 21 ans de réflexion, ça compte peu. Mais s'étonner que les dirigeants CGT, surtout avec le fort pourcentage qu'ils obtiennent aux élections, aient attendu jusqu'à ce jour pour « défendre l'argent des travailleurs », tract CGT du 1^{er} septembre).

On peut en conclure que nos dirigeants de la CGT ne sont que d'affreux négligents et que le bureaucrate menteur de marionnettes de la rue Charlot ou d'ailleurs n'avait pas encore tiré les ficelles assez fort.

C'est peut-être cela la démocratie véritable!

On se demandait un peu ce que c'était. Nous y voilà. Toujours à propos de la gestion des œuvres sociales.

Aux employés de la restauration inquiets pour leur sort et qui demandaient si le personnel serait consulté avant la prise de gestion, nos démocrates de la CGT répondaient: « la décision de prise de gestion, c'est le Comité d'établissement qui en assume la responsabilité. Le Comité d'établissement est élu par l'ensemble des travailleurs, du manœuvre à l'ingénieur. Aux dernières élections du C.E., la CGT a obtenu 60 pour cent des voix, la CFDT 28 pour cent et FO 11 pour cent. Aux élections de délégués du person-

nel en 1967, ou PLUSIEURS TRACTS ONT FAIT ETAT DE LA PRISE DE GESTION, la confiance en la CGT augmentait encore, pour atteindre 61 % dans la maîtrise, 72 % chez les employés, 75 % chez les ouvriers et 65 % pour l'ensemble.

Pour nous, le référendum est fait. L'immense majorité des travailleurs chaque année confirme sa confiance. Forts de cette confiance, nous agissons en fonction de l'intérêt des travailleurs ».

Encore une fois on comprend mal qu'avec une majorité pareille nos émules de la démocratie aient si peur de faire un référendum sur une question bien précise qui intéresse tous les travailleurs. Mais cela ne nous étonne plus beaucoup quand nous savons que même à l'intérieur de la CGT on fait actuellement un sérieux nettoyage: ceux qui ne sont pas d'accord sur la gestion ont dû donner « gentiment » leur démission du CE, à notre connaissance, il y en a déjà trois.

Mais à l'heure actuelle on a besoin à la CGT d'exécutants dociles. Or, pour exécuter, mieux vaut être peu nombreux... sinon les discussions peuvent être gênantes.

Partant de là, ils ne veulent pas, bien sûr, prendre le risque de consulter 3000 personnes.

Pour nous, nous préférons qu'ils arrêtent de parler de démocratie à tout vent et à tous les coins de l'usine, mais qu'ils appliquent effectivement les règles de la démocratie.

(Extrait du numéro 123 de la V.O. UCLAF).

Pour vendre "dans 300 jours"

LES COQS GAULOIS VEULENT SE FAIRE AUSSI GROS QUE DES BŒUFS

Ces derniers mois, se sont multipliés les regroupements, les ententes, les concentrations d'entreprises parmi les plus importantes de l'économie française. Après la chimie, les banques avec la fusion de la Société Générale et la B.N.C.I., la construction automobile, avec l'accord Renault-Peugeot, puis le « rachat » de Berliet par Citroën, etc., on annonçait la semaine dernière, le regroupement des deux plus importants trusts de l'industrie électronique : la Thomson et la C.S.F.

Si la concentration est un phénomène général, en quelque sorte naturel à l'économie capitaliste, il faut cependant constater que les fusions réalisées ces derniers temps obéissent à des sollicitations gouvernementales précises.

Préconisées par le V^e Plan, les regroupements d'entreprises bénéficient de subventions importantes, sous forme d'exonérations fiscales, évaluées dans le projet de budget pour 1968, à 300 milliards d'anciens francs. A cela s'ajoutent, pour l'électronique, les réductions du plan « calcul » — projet gouvernemental destiné à créer une industrie de calculateurs français échappant au monopole de fait des Américains dans ce domaine — plan « calcul » pour lequel le même projet budgétaire prévoit une subvention de 14,5 milliards d'anciens francs pour 1968. Sans compter les projets complémentaires encore en chantier, qui procureraient aux producteurs de composants électroniques 2,5 milliards d'anciens francs par an durant 5 ans. Il y a là de quoi séduire.

Mais tout cela n'explique ni les mobiles gouvernementaux ni les raisons profondes qui incitent des entreprises industrielles parmi les plus puissantes à acquiescer aux désirs du Gouvernement.

A maintes reprises, dans plusieurs pays, aux U.S.A., en Angleterre, en Allemagne, les gouvernements sont intervenus, sinon pour s'opposer, du moins pour tenter de réglementer et de contrôler les mouvements de concentrations industrielles qui, en prenant des proportions trop grandes, risquent de compromettre l'équilibre de l'économie capitaliste.

A maintes reprises aussi, on a pu voir les grosses entreprises refuser de suivre des prescriptions gouvernementales qui s'opposaient à leurs intérêts, quand bien même ils auraient pu bénéficier de subventions en les suivant. Il n'est qu'à voir, en France, le peu de cas fait

par les industriels des projets de décentralisation, qui sont pourtant assortis de primes importantes. C'est donc à une autre nécessité que répondent les efforts du gouvernement.

« Dans trois cents jours comment vendrez-vous ? » interrogent les affiches qui placardent les murs. Trois cents jours, c'est le délai qui nous sépare de l'entrée en vigueur du

ance, en opérant des concentrations, avant tout financières, qui permettront d'aborder l'épreuve sinon victorieusement, du moins en en limitant les dégâts.

Car il n'est question, pour l'industrie française, que de limiter les dégâts. Le retard pris sur ses rivaux européens, et surtout sur ses rivaux américains est bien trop grand pour que les récentes mesures puissent le combler un tant soit peu. D'autant que les regroupements intervenus ne font, en fin de compte, que mettre en commun des moyens de production qui existaient séparément avant que l'opération ne se réalise. Ils peuvent, à la ri-

élargi, saturé, dominé par des rivaux mieux outillés. La situation est encore plus nette dans l'électronique, et plus particulièrement dans l'industrie des calculateurs, où l'avance des Américains, qui possèdent en outre dans ce domaine la plupart des brevets fondamentaux, les met hors d'atteinte.

Face aux mesures patronales, les ouvriers s'interrogent. Vont-ils faire les frais de l'opération par une augmentation du nombre des chômeurs ?

Il est certes dans les intentions du gouvernement, avouées dans le V^e Plan, d'accroître considérablement le nombre des chômeurs en France. Il est hors de doute, en outre, que les pa-

trons essaieront dans la mesure où les concentrations le leur permettent, de réduire leurs frais de personnels. Ce qui se traduira, localement, par des mutations, des déclassement, des licenciements.

Mais ces fusions, qui ne sont tout au plus sur le plan de la production, que des juxtapositions d'entreprises, ne peuvent, par elles-mêmes, être génératrices de chômage. Seule l'évolution de la conjoncture économique que va affronter l'économie française et face à cela, la capacité de défense de la classe ouvrière fourniront, la réponse à cette question.

J.P. VIAL.

COMMENT LES TRAVAILLEURS DE LA CSF LEVALLOIS ONT REAGI

La nouvelle de la fusion entre Thompson et la CSF a été apprise avec d'autant plus d'étonnement qu'elle n'était pas attendue. En quelques minutes l'information circulait de bouche à oreille de service en service et provoquait un état d'excitation qui paraissait s'élever avec les échelons hiérarchiques.

Dans l'après-midi qui a suivi, tout le monde dans les bureaux comme dans les ateliers, ne parlait que de fusion. Tous les autres sujets étaient oubliés. L'ensemble des travailleurs de l'usine se préoccupaient surtout de savoir la véracité des bruits qui faisaient état de licenciements après cette association. Des chefs de service au manœuvre, chacun se demandait s'il allait garder sa place.

Il faut tout de même signaler que certains gar-

daient espérer car ils pensaient que c'était la CSF qui absorberait Thomson et selon eux les licenciements toucheraient certainement plus les travailleurs de Thomson que ceux de la CSF (sic) !

Le lendemain midi la CFDT diffusait un tract demandant à ce qu'il n'y ait pas de licenciements, ce qui accréditait un peu plus l'idée qu'il y en aurait et que dans ce cas les organisations syndicales ne feraient rien pour s'y opposer.

A ce compte, la direction a beau jeu. Elle réussit sans mal à désorienter les travailleurs qui n'ont pour les défendre que des syndicats incapables de donner des explications claires. Comment mèneraient-ils des luttes efficaces à l'échelle du nouveau groupe ? Et ça les travailleurs le savent bien.

Marché Commun. L'industrie française, dont la compétitivité, même sur le plan européen, est contestable vivait jusqu'alors benoîtement à l'abri des barrières douanières. Elle va devoir, à cette date, sans protection, affronter ses concurrents des autres pays du Marché Commun. L'objectif gouvernemental est de préparer l'éché-

leur aboutir à une rationalisation au niveau des achats, quelquefois de la commercialisation. Si, par exemple, le rachat de Berliet par Citroën peut aboutir à une amélioration du service des études, il n'accroît pas d'une once la capacité de production de ces entreprises qui devront affronter, avec le même outillage, un marché

Les gros sous d'Air France

Investissez

Au mois d'août, dans une interview télévisée, monsieur Montarnal, Directeur général adjoint d'Air France, annonçait que pour la première fois la compagnie nationale venait de verser un dividende de deux milliards à l'Etat.

La presse, la radio, ont repris ces déclarations avec de gros titres : Air France devenait rentable ! Venaient ensuite les explications de ces bons résultats qui étaient dus à la bonne gestion et aux études des services commerciaux qui eux-mêmes avaient fait de gros efforts pour placer Air France en tête de la compétitivité des grandes compagnies mondiales.

Pourquoi ce grand tintamare à grand renfort de publicité ? Pourquoi Air France n'a-t-elle pas gardé ces 2 milliards pour son « auto-financement » ? D'ici deux ans, la Compagnie Nationale devra, sur une période de 5 ans environ, investir la modique somme de 600 milliards pour l'achat de nouveaux types d'avions et pour l'infrastructure nécessaire pour leur entretien. Cela fait beaucoup d'argent pour une société habituellement en déficit continu. Ce sera encore l'Etat, actionnaire à 98,5 % qui devra fournir le plus gros morceau. Et si en plus Air France (son conseil d'administration) veut faire appel aux capitaux autres

que ceux de l'Etat, il faut intéresser les banques privées, leurs démontrer qu'elles pourront réaliser un bon placement, puisqu'enfin Air France a prouvé qu'elle pouvait en concurrence avec les grandes compagnies aériennes américaines privées, rapporter de gros sous.

Le but de l'opération semble s'arrêter là. L'argent appelle l'argent.

Et les travailleurs d'Air France.

Si on veut maintenant expliquer pourquoi Air France a réalisé des bénéfices, il ne faut certes pas s'en tenir aux déclarations du Directeur Général. Depuis de nombreuses années la Compagnie n'a pas eu à faire face à l'achat de gros matériel. L'époque des Caravelles date de 1961. Pendant tout ce temps le trafic aérien n'a cessé de s'accroître avec comme conséquence des charges de travail plus élevées, car à aucun moment il n'y a eu embauche de personnel si ce n'est que pour remplacer les démissions ou départs en retraite.

D'autre part, pendant la même période, aucune revendication n'a été satisfaite (augmentation des salaires, diminution du temps de travail).

Voilà les vraies raisons de l'expansion de la Compagnie nationale Air France, qui s'est faite une fois de plus sur le dos des travailleurs.

R. DELBOSC.

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10^e.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.

● BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le jeudi, de 17 h 30 à 19 h.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

● PROVINCE :

BESANCON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Fermeture à partir du jeudi 29 juin jusqu'au 21 septembre exclus.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e, le mercredi, de 18 h à 19 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND : « Bar du Square », place des Carmes-Déchaus, les jeudis, de 17 h à 19 h.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Austrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. gare), les jeudis 21 septembre et 5 octobre de 19 h à 20 h.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, les vendredis 22 sept. et 6 oct. de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis 21 sept. et 5 oct. de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

SOCHAUX. — Café de la Gare, vendredi 29 septembre, de 13 h à 14 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.